

## UNICEF Rapport annuel 2006

### Dan Toole, Directeur des programmes d'urgence, parle des « urgences oubliées » et des temps forts de l'activité humanitaire de l'UNICEF pour 2006

**Q : Qu'entend-on par le terme d'« urgences oubliées » dans le cadre des programmes de l'UNICEF et des opérations humanitaires ?**

R : « Urgences oubliées », c'est en fait un euphémisme. Cela renvoie à l'idée qu'il existe des endroits dont nous avons oublié l'existence. Une meilleure expression serait « urgences négligées » parce que les donateurs et les autres choisissent d'apporter leur soutien financier à des situations d'urgence et oublient ou négligent les autres. Chaque année, il se trouve qu'il y a quelques situations d'urgence très en vue qui reçoivent une énorme quantité d'argent et puis un grand nombre d'autres de moindre ampleur mais également importantes qui ne reçoivent presque pas de financement. Nous parlons vraiment de ces pays qui sont oubliés ou souvent négligés par la communauté qui finance les opérations humanitaires.

**Q : Comment l'UNICEF s'assure-t-il que de ces « urgences » en cours qui ne font pas la « une » des journaux restent présentes dans l'esprit du public, continuent à recevoir un financement et peuvent être combattues à long terme ?**

R : D'abord je dois dire que la presse et le financement sont incroyablement liés. Dans les « bonnes » situations d'urgence, nous parlons du facteur CNN, c'est-à-dire que lorsque les grandes agences d'informations comme CNN ou la BBC retiennent une urgence, le public prend conscience de son existence. Et ainsi, les médias ont un rôle incroyablement important à jouer aussi bien pour accroître la sensibilisation que pour attirer l'intérêt du public et par conséquent pour réunir des fonds pour les interventions. Nous collaborons très étroitement avec la presse. Chaque année, nous publions notre [Rapport sur l'Action Humanitaire](#) avec la presse. Nos bureaux de pays cherchent vraiment à diffuser des histoires vécues soit directement vers la presse – disons si par exemple elles se passent au Soudan ou peut-être au Myanmar ou à Madagascar - ou bien par l'intermédiaire de nos [Comités nationaux](#). Les comités nationaux ont eux-mêmes des relations très étroites avec la presse. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un rapport encore plus étroit avec cette partie primordiale des médias pour nous assurer que les gens ne comprennent pas seulement qu'il y a un problème, parce qu'il y a beaucoup de problèmes dans le monde, mais qu'ils comprennent l'impact réel sur les enfants et le fait que tous les enfants ont les mêmes droits et que par conséquent nous devons intervenir.

**Q : On a beaucoup entendu et lu sur les conflits dans de nombreux pays mais jamais sur la façon dont ils affectent les civils, particulièrement les enfants. Pourquoi les voix des enfants sont souvent si peu entendues et comment l'UNICEF opère-t-il et défend-il leur cause dans un tel environnement?**

R : Il y a deux problèmes. Comment donner une voix aux personnes qui sont exploitées, maltraitées et dont les droits élémentaires à la santé et à l'alimentation ne sont plus ou pas respectés? Que cela se passe en République démocratique du Congo, ou au Soudan ou au Libéria ou n'importe où ailleurs. La première chose à faire est d'en faire parler. Pour moi, l'une des choses les plus passionnantes aujourd'hui est le mouvement écologique où, tout à coup, la jeunesse, les personnalités connues et les autres se sont emparés d'un problème et commencent à apporter une contribution majeure. En ce qui concerne les situations d'urgence, les endroits oubliés ou négligés, les droits des enfants, nous avons besoin de la même sorte de vague de fond. Des mécanismes comme [La Voix des jeunes](#), le dispositif interactif que nous avons mis en place par l'intermédiaire d'un site Internet, représente une chance extraordinaire pour engager les jeunes, dans les pays développés du nord par exemple, auprès des populations et des enfants qui se trouvent dans le sud.

Q : Quels sont les critères utilisés or quels éléments devraient être en place pour qu'un pays ne soit plus considéré en « phase » d'urgence?

R : Malheureusement, les situations d'urgence ne se terminent jamais en bonne et due forme. Quand nous avons réalisé une étude, il y a environ deux ans, sur les pays sortant d'une situation d'urgence, aussi bien un conflit qu'une catastrophe naturelle, nous nous sommes rendu compte que la plupart des pays commencent à progresser puis environ 60% subissent des revers. Et ceci est particulièrement problématique pour les pays sortant d'un conflit parce qu'ils retombent souvent dans un conflit. Par conséquent, une partie de notre division des programmes d'urgence, une partie du travail de nos bureaux de pays de façon encore plus importante, est de surveiller la situation et de s'assurer que nous n'allons pas brutalement abandonner un pays parce que tout y semble sur le coup normal. Nous sommes prêts à nous mobiliser de nouveau si ces pays en ont besoin.

Nous nous sommes rendu compte qu'une amélioration dès le départ est vraiment importante. Prenons un exemple, récemment l'accord pour la paix au Népal et l'accord pour la paix au Soudan il y a deux ans. Les gens voient cet accord pour la paix, ils en entendent parler et le public ici aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni ou à Singapour se dit : «OK, maintenant le problème est résolu.» Il ne l'est certainement pas. C'est seulement le début. Les gens sur le terrain qui vivent dans ce pays veulent voir des améliorations concrètes. Ainsi un accord pour la paix ou une élection est seulement un élément d'amélioration mais si leurs enfants ne peuvent pas aller à l'école ou si les centres médicaux n'ont pas de médicaments, s'il n'y a pas d'amélioration dans le domaine social, les gens deviennent frustrés et c'est alors qu'ils commencent à chercher d'autres moyens de résoudre leurs problèmes, à savoir avec les armes, les manifestations, etc.

Q : Parlez-nous des « SOS Enfants en danger (« Child Alerts ») » qu'a commencé l'UNICEF à la fin 2005. Quels facteurs sont à l'origine de ces rapports pour un pays donné ? Quel est leur but ? A la suite de cela, l'organisme a-t-il remarqué des progrès significatifs dans le financement des urgences pour ces pays ou aux régions?

R : L'idée qui était derrière ces «SOS enfants en danger » était de partager un peu plus que de simples communiqués de presse, de partager plus que des photos. De permettre aux gens du monde entier de comprendre un peu plus en profondeur ce qui est en train de se passer dans un pays. La première que nous avons réalisée concernait le [Darfour](#) (en anglais), au Soudan. Nous nous sommes rendu compte grâce à la réponse reçue sur Internet que nous pouvions placer une quantité énorme d'informations : elle contenait du son, des photos, des reportages et des analyses en profondeur sur les problèmes et leurs complexités. Nous savons par le nombre de visiteurs sur Internet que les gens sont vraiment très intéressés.

L'idée est de rassembler un soutien supplémentaire, plus qu'un financement. Je suis très impatient que les jeunes, les jeunes du monde entier, s'engagent réellement dans le travail qu'accomplit l'UNICEF et s'engagent personnellement en se battant partout de toutes les manières possibles pour les droits des enfants. Je sais que cela signifie qu'ils doivent en savoir davantage, qu'ils doivent comprendre les situations. C'est assez simple pour que cela leur permette de faire le premier pas.

Nous savons qu'il y a des gouvernements qui prennent également connaissance de ces rapports mais leur but réel est d'intéresser le grand public, d'intéresser les jeunes. Il y a un forum de discussion sous forme de lien de manière à ce que les gens puissent poser des questions et obtenir des réponses et ils peuvent discuter entre eux.

**Q : L'UNICEF a reçu son don le plus important en provenance d'un donateur unique en 2006, plus de 200 millions de dollars en quatre ans affectés à l'éducation dans les pays en situation d'urgence et en situation d'après crise. Quel impact prévoyez-vous que ceci aura pour aider les enfants et les familles des pays qui sont actuellement considérés comme « oubliés »?**

**R :** Nous sommes tout simplement ravis par cette contribution de 200 millions de dollars en provenance du Gouvernement des Pays-Bas. Nous avons du mal, depuis que j'étais Représentant au Rwanda en 1995, à obtenir des gens qu'ils réalisent que l'éducation est un type d'intervention humanitaire valide. Les gens ont tendance à penser : « Oh, l'éducation, cela peut venir plus tard. Nous allons d'abord sauver des vies. » Et ce que nous avons appris tout au long de nombreuses, nombreuses décennies de travail au cours d'opérations d'urgence, c'est que l'éducation est d'abord et avant tout liée au retour à une situation normale, aux rythmes de vie qui importent pour les familles et les enfants, pour leur survie. Deuxièmement, il y a, vraiment, la protection physique. Dans certaines des pires situations d'urgence, le temps qu'un enfant passe à l'école constitue une partie des seuls moments où il est absolument protégé de la maltraitance, protégé des soldats, etc. C'est donc vraiment une institution qui peut créer une protection capable de sauver des vies. Il s'agit aussi d'enseignement et de droit à l'éducation et cela va au-delà de la possibilité de pouvoir sauver des vies...

Le fait que le Gouvernement des Pays-Bas ait reconnu cet élément important propre à n'importe quelle réponse humanitaire en faisant un don de 200 millions de dollars reconnaît aussi qu'au sein de la communauté internationale, ceci constitue un acte humanitaire valide.

Parmi les choses qui ressortiront de ce don énorme : premièrement, nous espérons pouvoir scolariser au moins 10 millions de nouveaux enfants. Parce que, bien que les situations d'urgence soient horribles, elles constituent aussi d'incroyables opportunités. Nous avons, par exemple, 300 000 enfants scolarisés au Darfour qui, avant la crise, n'allaient pas à l'école. C'est ici qu'une situation d'urgence représente une occasion, comme point de départ en vue d'élargir à tous les enfants les chances d'éducation.

En outre, cette donation nous aidera à améliorer la situation des enfants déjà scolarisés. C'est l'occasion de scolariser plus d'enfants, d'améliorer la qualité et de nous assurer que nous pouvons la maintenir à travers un stade de développement jusqu'au moment où le gouvernement pourra prendre de nouveau en charge l'éducation.

**Q : Quels ont été les temps forts des opérations humanitaires de l'UNICEF en 2006 ?**

**R :** La grande innovation pour 2006 a été l'accroissement de nos réserves internes. Pour la première fois, l'UNICEF a vu passer de 25 à 75 millions de dollars nos réserves internes d'urgence [c'est-à-dire les sommes mises de côté dans nos ressources ordinaires] et nous avons dépensé environ 40 millions de dollars. Nous avons commencé à nous rendre compte que nous n'avions pas assez d'argent dans nos réserves internes pour répondre aux situations d'urgence en cours de développement. Certainement le tsunami comptait dans cela pour un élément majeur mais aussi le Darfour, la sécheresse, la crise de la malnutrition au Niger et ailleurs. Les catastrophes naturelles augmentent et, avec le réchauffement planétaire, elles vont probablement encore augmenter. Nous savons aussi que ce sont les pauvres qui sont les plus touchés.

La mobilisation des donateurs progresse mais la réaction n'est toujours pas assez rapide. Et en augmentant notre réserve d'urgence, le [Conseil d'administration](#) a reconnu que c'était le meilleur moyen de répondre aux urgences. Cela veut dire que nous pourrions utiliser les ressources internes de l'UNICEF comme la procédure la plus rapide pour les opérations d'urgence, qu'il s'agisse d'éducation de santé, d'alimentation, d'eau et d'assainissement. L'argent qui arrive en premier est le plus important parce qu'il sauve les vies plus vite.